

Quand l'économie en vient à trop dépendre du pouvoir

L'invité

Christophe Reymond

Directeur du Centre Patronal



On n'a jamais autant parlé des oligarques depuis que la Russie a lancé sa guerre en Ukraine et que les Occidentaux ont prononcé des sanctions à leur encontre. Les oligarques sont ces quelques centaines de personnalités de premier plan du monde des affaires qui sont en lien étroit avec le pouvoir politique. D'après ce que l'on comprend, cela ne fait pas nécessairement d'eux les membres de l'oligarchie qui détiennent le pouvoir en Russie. Au contraire même, les oligarques apparaissent totalement soumis à la férule de l'autorité politique.

Ceux qui acceptent les conditions dictées au Kremlin peuvent continuer de développer des affaires. Il s'agit d'une situation enviable mais précaire. L'oligarque russe semble ne déployer son activité économique que par la grâce du pouvoir, qui peut l'en priver à tout moment, cela s'est vu. Il n'exerce au fond qu'à titre fiduciaire, pour le compte du politique.

On n'en est heureusement pas là chez nous. Même dans les sociétés en mains publiques, les dirigeants jouissent d'une latitude qui leur permet de ne pas prendre en compte exclusivement les intérêts de la collectivité publique. Le lien de dépendance existe, mais si la relation se gâte avec l'action-

naire, la direction risque sa place, cela s'est vu aussi, mais pas sa peau.

En Suisse et dans le canton de Vaud, un certain nombre d'acteurs économiques privés ne craignent pas de se tourner vers les pouvoirs publics pour en attendre ou en réclamer un soutien. Laissant de côté le cas très particulier de la pandémie, les motifs pour lesquels des interventions sont sollicitées sont innombrables: la préservation de tel secteur économique, la transition énergétique, l'innovation, la ré-industrialisation, la diversification, la formation, le rayonnement culturel, l'internationalisation.

Les risques que comportent les aides à tout va sautent aux yeux. Des distorsions de concurrence surviennent au détriment du collègue moins rapide ou bénéficiant de moins de relais. Certains secteurs, pour utiles qu'ils soient, ne jouissent pas d'un grand capital de sympathie. Définir des critères d'attribution objectifs est souvent un casse-tête et la promesse d'un énième processus bureaucratique.

Mieux vaut donc réaffirmer le principe selon lequel les interventions directes de l'Etat dans l'économie et les entreprises doivent être proscribes. L'essentiel est que le monde politique soit conscient des réalités propres à l'économie privée et lui permette de se développer grâce à la bonne gestion et à la bonne organisation des affaires publiques.

Quant aux acteurs privés, leur ambition devrait être de préserver autant que possible leur marge de manœuvre et leur indépendance à l'égard du pouvoir et de l'administration. Devenir un oligarque, même au petit pied, ne constitue pas une aspiration exaltante.